



**Institut Mauritanien de Recherches
Océanographiques et des Pêches (IMROP)**

PROJET « Pêche durable des petits pélagiques en Afrique Nord Ouest »

**Etude comparative de la réglementation des pêches des petits
pélagiques dans la zone de la Commission Sous régionale des
Pêches et le Royaume du Maroc**

Préparé par

**Mahfoudh O. Taleb O. Sidi.
Abdel Kerim O. Souleimane
Ba Samba Alassane**

Mars, 2012

Sommaire

Introduction	4
Pêche artisanale et pêche industrielle ciblant les petits pélagiques.....	8
2. Les mesures de gestion et leur effectivité	10
2.1. Réglementations nationales relatives aux espaces maritimes du Maroc et des pays de la CSRP	10
2.2. Régime d'accès aux ressources halieutiques au Maroc et dans les pays de la CSRP	11
2.3. Aires marines protégées au niveau des pays de la CSRP et le Maroc.....	13
2.4. Les mesures techniques	14
2.4.1. Le maillage des engins de pêche pélagiques.....	14
2.4.2. Taille réglementaire des espèces de petits pélagiques par pays	16
2.4.3. Fermeture de zone sensible pendant une période donnée.....	18
2.4.5. Prises accessoires autorisées pour les pêcheries pélagiques	19
2.4.6. Zone de pêche	20
2.4.7. La limitation ou la prohibition de certains types de pêche.....	21
2.4.8 Effectivité des mesures techniques.....	21
3. Plan de développement et de gestion.....	23
4. Synthèses générales et conclusion	25

Liste des sigles et des acronymes

Abréviations et acronymes

AMP Aire Marine Protégée

CRSP : Commission sous régionale des pêches

DMM : Direction de la Marine Marchande

DPAC : Direction de la pêche Artisanale et Côtière

DSPCM :Délégation à la surveillance des pêches et au contrôle en Mer

FNP Fédération nationale des pêches de la Mauritanie

IMROP : Institut Mauritanien de recherches océanographiques et des pêches

ND : Non disponible

NP : Non Précisé

PNBA :Parc National de Banc d'arguin

RSW Refrigerated Sea Water

TJB : Tonneau de Jauge Brute

VMS : Vessel Monitoring System

ZEE : Zone Economique Exclusive

Introduction

La région du Nord Ouest africain considérée s'étend du détroit de Gibraltar (36°N) à la Guinée. Elle abrite de très importantes ressources de petits pélagiques côtiers (sardine, maquereau, sardinelle, anchois, et chinchard) grâce à la présence d'un important d'upwelling. La relative homogénéité de cette zone, particulièrement dans sa partie nord, est en grande partie due aussi à la présence du courant des Canaries.

Les conditions d'exploitation des ressources de petits pélagiques dans cette zone ont subi une grande mutation au cours des dernières décennies. Il s'agissait de tirer pleinement partie de ces ressources très abondantes mais de tenir aussi compte des dangers de leur effondrement. En effet, des effondrements spectaculaires de stocks de petits pélagiques dont ceux de la sardine de Californie et au Japon dans les années 1950, de l'anchois du Pérou dans les années 1970, du pilchard d'Afrique du sud au milieu des années 1960-1970 de hareng de la Mer du Nord sont autant d'exemples qui témoignent de l'extrême sensibilité de ces espèces face aux fluctuations hydrologiques du milieu amplifiée par une exploitation intensive. Les conséquences de ses effondrements étaient souvent désastreuses.

Tenant compte de cette importance économique et sociale mais aussi de l'extrême instabilité de ces ressources, une gestion durable exige l'élaboration et l'application de mesures réglementaires qui prennent en compte la réalité biologique et des contextes socio-économiques afin d'assurer des niveaux de prélèvement durables.

Les pays de la Commission Sous Régionale des Pêches (CSRP) et du Maroc présentent certaines similitudes socio-économiques avec des flottilles provenant en général des mêmes origines (Sénégal pour la pêche artisanale et la Fédération de la Russie et pays assimilés pour la flotte industrielle de petits pélagiques) et utilisant des techniques similaires. Faute d'une harmonisation des différentes politiques et réglementations des activités de pêches, la gestion ou l'exploitation commune de ces stocks, souvent partagés, risquent de poser certains problèmes¹.

L'un des principaux objectifs de la CSRP est l'harmonisation des politiques de pêches dans les pays membres pour tendre vers une gestion commune des stocks des petits pélagiques. Dans le cadre du Projet des Petits Pélagiques qui concerne aussi le Maroc nous avons tenté de faire l'état des lieux des différentes législations existantes et d'effectuer une comparaison entre elles. Compte tenu du fait que les dispositions réglementaires sont trop souvent fragmentées entre plusieurs textes, parfois incompatibles et difficiles d'accès, cette étude n'est certainement pas exhaustive.

¹A titre d'exemple, dans le cadre du protocole d'accord entre la Mauritanie et le Sénégal, 300 unités côtières, suivant la définition prévue dans la législation mauritanienne, sont autorisées à travailler dans les eaux mauritaniennes dans les mêmes conditions que les flottilles nationales. Or la législation mauritanienne prévoit un maillage de 40 mm pour les sennes tournantes, alors qu'au Sénégal la taille est de 28 cm. Il est intéressant de remarquer dans ce sens que cette différence du maillage traduit en fait une différence de taille minimale de première capture pour les sardinelles qui sont les principales cibles de cet engin : 12 cm au Sénégal et 18 cm en Mauritanie.

Objectifs et structure du rapport : ce rapport vise à collecter et comparer les dispositions juridiques existantes et des orientations majeures prises en matière de gestion des pêches maritimes et de jeter ainsi les contours, ne serait que de façon partielle, sur une question capitale pour l'avenir des ressources des petits pélagiques dans la zone nord ouest africaine dans le but de contribuer à l'harmonisation des mesures de gestion, qui constitue l'un des fondements de la CSRP. Il est important de rappeler ici que malgré la similitude des contextes socio-économiques entre plusieurs de ces pays, des écarts importants sont aussi à signaler tant en matière de langues (arabe, anglais, français et portugais) que des bases sur lesquelles se fondent ces textes, qui sont souvent une adaptation des textes de l'ancienne puissance coloniale. Aussi, les bases de données relatives à la réglementation en matière de pêche maritimes dans les pays de la CSRP et le Maroc, n'ont pas été toutes mobilisées et les experts engagés dans cette étude, qui sont tous des halieutes, ne prétendent pas procéder à une lecture comparée digne de ce nom sur la base d'une grille de lecture spécifique. Tout au plus, ils visent à rassembler l'information la plus accessible pour les différents pays de la sous-région sur les aspects suivants :

1. Le contexte juridique et réglementaire ;
2. Les mesures techniques et leur effectivité ;
3. Les plans de gestion ;
4. Synthèses générales
5. Conclusions et recommandations

I. Contexte juridique et réglementaire

Dans l'objectif de mettre en place les conditions essentielles pour la pratique d'une pêche responsable, un ensemble de mesures et règlements ont été édictés dans les pays de la CSRP et au Maroc. Ces textes se subdivisent en Loi (ou ordonnance²) et de Dahir pour les textes de bases, en décrets et arrêtés, voire circulaires, pour les textes d'application. Les lois fixent le cadre réglementaire, précisent les conditions d'accès à la ressource halieutiques dans les ZEE des différents pays, définissent les mesures techniques de gestion et les formes que peut recouvrir la pêche maritime. Dans la majeure partie des pays, ces textes réglementaires présentent une relative flexibilité : ils peuvent faire l'objet de modifications temporaires ou durables.

La codification du secteur de la pêche a commencé très tôt au Maroc (1919) contrairement aux autres pays où elle était plus tardive. Par exemple le Sénégal n'a connu son premier code de la pêche maritime qu'en 1976. Le deuxième code a intervenu 11 ans plus tard en 1987 pour être remplacé à son tour exactement 11 ans après en 1998. Récemment, un projet de loi était en discussion depuis le milieu des années 2000 ; il n'a pas été encore adopté. La même périodicité d'une douzaine d'années est aussi observée en Mauritanie pour ce qui concerne les codes de pêche. En Gambie, les lois des pêches évoluent assez rapidement : en 1991, 1995 et en 2007. Comme en Mauritanie, la cadence est plus importante. Ces textes sont censés combler les insuffisances de textes précédents et tenir compte de l'évolution très rapide du contexte de l'exploitation en perpétuelle mouvement (Tableau 1 et 2). Au Maroc, en revanche, la révision des textes réglementaires de base prend beaucoup plus de temps : presque 27 ans (Tableau 1).

² En droit constitutionnel, une ordonnance est une mesure prise par le gouvernement dans des matières relevant normalement du domaine de la loi (Parlement). Les ordonnances sont rencontrées uniquement en Mauritanie.

Tableau 1 : Comparaison des textes juridiques de base organisant l'activité de pêche dans les principaux pays de la CSRP et au Maroc

	Maroc	Mauritanie	Sénégal	Gambia	Guinée
Cadre juridique	<p>Dahir portant loi n° 1-73-255 du 27 chaoual 1393 (23 novembre 1973 formant règlement sur la pêche maritime</p> <p>Loi n°1-81 instituant une zone économique exclusive de deux cent milles au large des côtes marocaines promulguée par le dahir n° 1.81.179 du 3 joumada II 1401 (8 avril 1981) (B.O. n° 3575 du 6 mai 1981).</p> <p>Dahir n°1-10-122 du 3 Chaabane 1431 (16 juillet, 2010) portant promulgation de la loi n°19-07 et complétant le dahir portant loi N°1-73-255 du 27 chaoual 1393 (23 novembre 1973) formant règlement sur la pêche maritime</p>	<p>Ordonnance n° 88-120 du 31/08/88 portant délimitation et statut juridique de la mer territoriale, de la zone contiguë, de la zone économique exclusive et du plateau continental;</p> <p>Loi n° 2000-025 du 24 /01/ 2000 portant code des pêches modifiée et complétée par l'ordonnance n° 2007-022 du 09/04/2007</p>	<p>Loi n° 87-27 portant Code de la pêche maritime</p> <p>Loi n°98-32 portant code de la pêche maritime en date du 14/04/98</p>	<p>Fisheries act, 1991, Fisheries regulations 6th June 1995</p> <p>Fisheries act 2007</p>	<p>Loi L/ 95/ 13/CTR N du 15 mai 1995</p> <p>portant sur le «Code de la pêche maritime »</p>
Cadre d'application des lois	<p>Décret n°2-75-311 du 11 Rejeb 1395 (21 Juillet 1975) déterminant les lignes de fermeture de baies sur les côtes marocaines et les coordonnées géographiques de la limite des eaux territoriales et de la zone économique exclusive (B.O. du 13 août 1975, p. 996).</p> <p>Décret n°2-85-890 du 18 rebia II 1406 (31 décembre 1985) accordant l'exemption totale des droits et taxes en faveur des carburants, combustibles et lubrifiants consommés au cours de certaines navigations maritimes (B.O. 1er janvier</p>	<p>Décret n°2006-068 du 03/07/2006 portant application de la loi n°2000-024 du 19/01/00 relative au Parc National du Banc d'Arguin (PNBA).</p> <p>Décret n°2006-073 du 09/03/2006 relatif aux modalités pratiques de répartition du montant global du droit d'accès à la pêche de fond et d'un droit territorial pour la pêche artisanale modifié et complété par les décrets n°2008-118 du 07/05/2008 et n°2009-080 du 16/03/2009 ;</p> <p>Décret n°2006-99 du 17/02/2006 portant institution d'une taxe</p>	<p>Décret n° 87-1600 fixant les conditions d'affrètement des navires battant pavillon étranger.</p> <p>Décret n° 90-970/MRA modifiant le décret n° 87-1045 du 18 août 1987 portant application du Code de la pêche maritime et relatif aux zones de pêche.</p> <p>Décret n° 98-</p>	<p>Fisheries act Amendement 14th June 1995</p>	<p>Décret D/97/227/PRC maritime de la République</p> <p>15 October 1997.</p>

	<p>1986, p.46).</p> <p>Décret n°2-92-1026 du 4 regeb 1413 (29 décembre 1992) fixant les conditions et les modalités de délivrance et de renouvellement de la licence de pêche dans la zone économique exclusive. (B.O. du 30 décembre 1992, p. 685).</p> <p>Décret n°2-94-931 du 18 Chaâbane 1415 (20 janvier 1995) instituant, au profit de l'Office National des Pêches, une taxe parafiscale dite "taxe d'affrètement pour la pêche des espèces pélagiques " (B.O. du 1 février 1995, p. 98).</p> <p>Décret n°2-98-938 du 17 ramadan 1419 (5 janvier 1999) fixant la liste des engins et filets de pêche dispensés du visa et de la certification du quartier maritime. (Bulletin Officiel n°4662 du Jeudi 4 Février 1999).</p> <p>Décret n°2-99-1257 du 29 moharrem 1421 (4 mai 2000) portant création du Conseil supérieur pour la sauvegarde et l'exploitation du patrimoine halieutique (Bulletin Officiel n°4796 du Jeudi 18 Mai 2000).</p>	<p>parafiscale dénommée « taxe de surveillance des pêches ».</p> <p>Décret n°2006-010 du 22/08/2006 relatif à la commercialisation et à l'exportation des produits halieutiques soumis à l'obligation du débarquement ;</p>	<p>498 fixant les modalités d'application du Code de la pêche maritime 10/06/1998</p>		
--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

A la lecture de ces différents codes, comme celui de 1995 en Guinée de 1998 au Sénégal et de 2000 en Mauritanie et leur décret d'application, quand ils existent, nous notons une absence de reconnaissance des droits traditionnels. Pour ces pays, les ressources halieutiques constituent un patrimoine national. Le droit de pêcher appartient à l'Etat qui peut en concéder l'exercice. L'état a l'obligation de gérer ce patrimoine dans l'intérêt de la collectivité nationale, présente et à venir, et doit favoriser une exploitation optimale prévenant la surexploitation ainsi que l'adoption de mesure permettant le maintien de l'habitat et de ses ressources.

Tableau 2 : Comparaison des textes d'application (arrêtés) organisant l'activité de pêche dans les principaux pays de la CSRP et au Maroc

	Maroc	Mauritanie	Sénégal	Guinée
Arrêté	<p>Arrêté du Ministre des pêches Maritimes et de la Marine Marchande n°2395-94 du 23 rabii I 1415 (1 septembre 1994) interdisant l'utilisation des filets fixes confectionnés en monofilament (B.O. 7 septembre 1994, p. 429).</p> <p>Arrêté du Ministre des Pêches Maritimes et de la Marine Marchande n°31-95 du 16 chaabane 1415 (18 janvier 1995) fixant les conditions de délivrance des autorisations d'affrètement de navires étrangers pour la pêche des espèces pélagiques dans la zone sud</p> <p>Arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes , chargé des pêches maritimes n°2015-98 du 13 rabii II 1419 (7 août 1998) relatif à l'interdiction temporaire de pêche de certaines espèces pélagiques. Arrêté du ministre de la pêche maritime n°373-01 du 27 kaada 1421 (21 février 2001) modifiant et complétant l'arrêté n°1154-88 du 20 safar 1409 (3 octobre 1988) fixant la taille marchande minimale des espèces pêchées dans les eaux marocaines. Arrêté du ministre de la pêche maritime n°1597-02 du 2 chaabane 1423 (9 octobre 2002) prorogeant la durée de validité de l'arrêté du ministre délégué auprès du ministre de l'agriculture, du développement rural et des pêches maritimes, chargé des pêches maritimes n°1488-99 du 26 joumada II 1420 (7 octobre 1999) relatif à l'interdiction temporaire de pêche de certaines espèces pélagiques.</p>	<p>l'arrêté n° 1881/MPEM du 08 août 2006 relatif aux conditions d'attribution des licences pour la pêche pélagique</p> <p>l'arrêté N°3085/ MPEM du 18/12 /2006 portant modification de dispositions de l'arrêté n° 1881/MPEM du 08 août 2006 relatif aux conditions d'attribution des licences pour la pêche pélagique ;</p> <p>Les circulaires n° 26 du 29/12/2006 et n°058 du 11/12/10 portant respectivement sur la détermination des conditions financières d'accès des navires de pêche à la ZEEM sur la définition des conditions financières d'accès des navires pélagiques sous le régime de la licence libre dans la ZEEM.</p>	<p>Arrêté fixant les sanctions complémentaires relatives aux filets fabriqués à partir d'éléments monofilaments et multimonomofilaments en nylon en date du 25/08/99</p> <p>Arrêté n° 7226 portant règlement intérieur du Conseil national consultatif des pêches maritimes 06/10/99</p> <p>Arrêté portant instauration d'un permis de pêche artisanale en date du 25/10/05</p>	<p>Arrêté n° 0603/95/MP A/CAB fixant le taux de redevance des licences de pêche industrielle en République de Guinée. En date du 31 janvier 1995</p> <p>Arrêté N°00676/MP A/SGG/2006 Du 02 Février 2006 portant réglementation de la pêche artisanale en République de Guinée</p>

Il paraît nettement que les droits de pêche des Etats de la zone nord ouest africaine s'est progressivement imposé même dans les pays où existait une tradition de pêche séculaire. Il n'a pas pour autant effacer complètement la tradition juridique des communautés des pêcheurs qui existe de façon souvent occulte, La priorité accordée souvent à la pêche artisanale dans les politiques de ces pays ne se traduit par toujours par une réglementation claire dans ce sens. Ainsi, au Sénégal, même si l'Etat favorise le développement de la pêche artisanale (Article 33), il ne se dégage pas une véritable reconnaissance juridique de la part du législateur par la création d'un statut du pêcheur artisan avec une définition claire, dans un cadre juridique précis (Seck, non datée).

Pêche artisanale et pêche industrielle ciblant les petits pélagiques

Les différents types de pêche sont classés en pêcheries artisanales (et ou côtière) et pêcheries industrielles selon les moyens utilisés. Les critères de distinction entre la pêche artisanale et la pêche industrielle sont définis dans chacun des pays par voie réglementaire sur la base des caractéristiques techniques de l'unité de pêche et des moyens de captures et de conservation. Pour différencier ces catégories, les

réglementations dans les différents pays utilisent au moins un triple critère : la taille du navire, la technique de pêche utilisée ainsi que la taille des embarcations et parfois le mode de pêche (Tableau 3).

Tableau 3 : critères utilisés pour la définition de la pêche artisanale et côtière dans les principaux pays étudiés

	Mauritanie	Mauritanie	Sénégal	Guinée	Maroc
Type de pêcherie	Artisanale	côtière	artisanale	artisanale	Côtière
Type d'embarcation	Non pontée	non pontée ou pontée.	non pontée en bois	en bois non pontée	Navires pontés en bois 555 (MPM, 2004)
Taille des embarcations	Inférieure à 14 m	14 à 26 m	18 à 20 m	longueur moyenne 9,3 m	12 à 28 m
Mode de pêche	Manuel à l'exception de la senne	Manuel et motorisé pour les 2 senneurs.	Manuel	Manuel	Motorisé
mode de conservation	Sans spécification	Pas de congélation	Glace, sel	Glace ou sel	Sans moyen de conservation

Cette catégorisation des embarcations de la pêche artisanale et côtière est indispensable pour la détermination des conditions d'accès, qui seront plus ou moins rigides suivant qu'il s'agisse d'une pirogue motorisée ou d'une lanche, d'une unité de pêche mesurant jusqu'à 14 mètres ou plus de 14 m mètres. Au Maroc et en Mauritanie, la réglementation distingue au sein de ce segment la pêche artisanale et la pêche côtière. Cependant cette dernière englobe des réalités très différentes entre les deux pays. Alors qu'en Mauritanie, tous les navires, dont la taille est comprise entre 14 et 24 m, non pontés et non pourvus de mode de pêche motorisé et travaillant zone côtière sont désignés sous le vocable de pêche côtière ; au Maroc, la pêche côtière est pratiquée essentiellement par des senneurs, rarement par des chalutiers dont la taille varie de 12 à 28 m et qui sont pontés et dont le mode de pêche est motorisé (Power Block).

Dans plusieurs pays, notamment au Sénégal et en Guinée et même au Maroc il y a visiblement une réticence à reconnaître l'existence d'une pêche côtière voire industrielle pour diverses raisons liées probablement au statut fiscal et social de la pêche côtière et industrielle. Aussi, la majeure partie des unités construites localement est classée dans la catégorie nébuleuse de «pêche artisanale» au Sénégal et en Guinée qui englobe la pêche à bord des petites embarcations à des senneurs de plus de 20 mètres et pêche côtière dans le cas du Maroc. Ainsi donc pour (Seck, non datée) l'état sénégalais « n'a pas osé s'aventurer sur la question controversée de la pêche artisanale et du thème essentiel de l'accès à la ressource par celle-ci. A la réticence du législateur s'ajoute un manque de volonté politique pour régir ce type de pêche. En effet l'article 15 du code de la pêche dispose que «tout projet de construction, d'achat de transformation ou de reconversion d'un navire de pêche industrielle battant ou destiné à battre le pavillon sénégalais, doit faire l'objet d'une autorisation préalable du ministre chargé de la Pêche maritime». Faute de définition consensuelle ou unifiée de la pêche artisanale et côtière, il se posera toujours le problème épineux de l'accès à la ressource ainsi celui des statistiques homogènes entre les différents pays de la CSRP. Ce qui complique la mobilité des unités de pêche entre les ZEE des différents Etats même si des accords bilatéraux autorisent cette pratique. En Mauritanie, l'application du droit d'accès direct pour les pirogues côtières, sur la base du Tonneau de Jauge Brute (TJB) comme le prévoit le décret n°2006-073 du 09/03/2006, se heurte à la grande difficulté de leur jaugeage. Devant cette difficulté, les pirogues côtières ont toujours

été autorisées à pêcher sans licences par le Ministère chargé des pêches. Pour la régularisation de cette forme de pêche (illicite), il a été convenu, entre le Ministère chargé des pêches et la Fédération Nationale des Pêches en 2010 d'appliquer à ces pirogues côtières (nationales ou affrêtées) à partir de 2011, un montant forfaitaire (droit d'accès direct) de 45.000UM par an et de mettre en place une commission composée de la DMM (Direction de la Marine Marchande), de la DPAC (Direction de la Pêche Artisanale et Côtière) et de la FNP pour la définition d'un mode de calcul de leur TJB aux fins d'application du droit d'accès direct sur la base soit de leur longueur, soit de leur TJB défini (Ould Mayif et Ould Taleb Ould Sidi, 2011).

2. Les mesures de gestion et leur effectivité

Les pouvoirs des différents pays sont très largement étendus dans ce domaine. Ils touchent à la fois la possibilité pour l'Etat de réglementer et de contrôler cette activité. En Mauritanie, le nouveau Code des pêches du 24 janvier 2000 et dont certains articles ont été révisés dans le cadre de l'Ordonnance 2007/022 du 9 avril 2007 précisent certaines mesures techniques. C'est le cas aussi de la loi de 1995 en Guinée, en 1998 au Sénégal et du Dahir de 2010 au Maroc et des décrets et arrêtés pris pour leur application. La réglementation des pêches dans les pays étudiés prévoit nombre de mesures techniques de gestion visant à préserver les ressources des petits pélagiques. L'application de ces mesures est assurée par des structures dédiées à cet effet et dotées de moyens adéquats pour la réalisation de cette mission dans l'espace sous juridiction de chacun des pays.

2.1. Réglementations nationales relatives aux espaces maritimes du Maroc et des pays de la CSRP

Une analyse préliminaire montre que pratiquement tous les pays de la CSRP et le Maroc disposent des mêmes espaces maritimes à savoir une zone territoriale de 12 milles marins, ZEE de 200 milles marins. Ceci découle de la convention de Montego Bay de 1982 à la quelle adhère ces pays (Tableau 4).

Tableau 4 : Espaces maritimes

PAYS	MER TERRITORIALE	ZONE CONTIGUE	ZEE
MAROC	12 milles marins Dahir portant loi n°1-73-211 du 2/MARS/1973	24 milles marins Dahir n°1-81-179 du 8/AVRIL/1981	200 milles marins article 1 loi n°1-81-179 du avril 1981
MAURITANIE	12 milles marins Article 1 ordonnance n°88.120 du 31/08/1988	24 milles marins article 2 ordonnance n°88.120 du 31/08/1988	200 milles marins article 3 ordonnance n°88.120 du 31/08/1988
SENEGAL	12 milles marins Article 1 loi n°85-1-4 Du 25/FEV/1985	24 milles marins Article 2 loi n°85-1-4 du 25/FEV/1985	200 milles marins Article 2 loi n°98-32 du 14/AVRIL/1998
GAMBIE	12 nautical miles Loi no 4 de 1968 Amendée en 1969	Loi no 4 de 1968 Amendée en 1969	Fisheries Act, 1991 Section 2 200 nautical miles
CAP - VERT	12 milles marins Lei No 6O/IV/92 de 21/12/1992	24 milles marins Lei No 6O/IV/92 de 21/12/1992	200 milles marins Lei No 6O/IV/92 de 21/12/1992
GUINEE	12 milles marin Article n° 5 Décret no 336/PRG/80 du 30/07/1980		200 milles marins Article n° 2 Décret no 336/PRG/80 du 30/07/1980
GUINEE BISSAU	Loi n°3/85 du 17/05/85 art 2		Loi n°3/85 du 17/05/85 art 3
SIERA LEONE	Interpretation Act n°8 1971 section 41		

2.2. Régime d'accès aux ressources halieutiques au Maroc et dans les pays de la CSRP

Au maximum, trois régimes d'accès aux ressources halieutiques coexistent dans les eaux sous juridiction des pays étudiés à savoir le régime d'acquisition, le régime de l'affrètement et le régime de la licence libre (Tableau 5). Ce dernier peut comprendre dans certains les accords de pêche (Cas de la Mauritanie). Au sens de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, les régimes de l'affrètement et de la licence libre ainsi que les accords de pêche constituent des modes d'accès des navires étrangers aux ressources halieutiques excédentaires pour lesquelles les pays de la CSRP et le Maroc n'ont pas toutes les capacités techniques et financières permettant leur exploitation. Les unités évoluant sous le régime de l'affrètement, de la licence libre et des accords de pêche n'engendrent théoriquement pas une surcapacité du fait qu'elles peuvent être appelées à quitter la zone lorsque l'état de la ressource le demande.

Tableau 5 : Régime d'accès aux ressources de petits pélagiques.

PAYS	REGIME D'AFFRETEMENT DES NAVIRES ETRANGERS	REGIME DE LA LICENCE LIBRE
MAROC	Article 3 de la loi n°1-81 du 8 avril 1981	Accord de pêche avec UE Article 13 loi n°1-81
MAURITANIE	Article 15 Loi n°2000/025 du 24 janvier 2000	Accord de pêche Article 13 loi n°2000-025 portant code des pêches
SENEGAL	Article 23 Extrait du décret n°98/498 du juin 1998 fixant les modalités de la loi n° 98/32 du 14 avril 1998 portant code de la pêche maritime.	Accord de pêche Article 16 loi n°98/32 Du 14/04/1998 portant code de la pêche maritime
GUINEE	Loi no L/95/23/CTRN/ du 12 juin 1995	Arrêté N° 0003/9/MARA/CAB Du 03/02/1994 article 4
GAMBIE	Act 2007	DN
CAP-VERT	DN	DN
SIERRA LEONE	Loi n° 4 du 29 Avril 1988 section 26	
GUINEE BISSAU	Extrait du décret n°4 /96 du 02 sep 1996	

La Gambie, dans la loi de 2007, et la Guinée dans un arrêté de 2006 soulignent que l'exercice de la pêche, y compris la pêche locale (artisanale) ne peut se faire sans une autorisation, sous forme de permis ou de licence. Pour la pêche artisanale et côtière, l'accès, dans plusieurs pays, demeure de fait libre et presque gratuit malgré la volonté d'introduire un droit et une licence de pêche dont l'impact demeure restreint.

Actuellement, les Etats membres de la CSRP négocient individuellement les accords de pêche en dehors de tout cadre harmonisé au niveau sous-régional. Selon une étude menée en 2000 à la demande du Secrétariat Permanent, sur environ 1400 navires industriels opérant dans la zone couverte par la CSRP, 50 pour cent étaient étrangers à la sous-région. L'autre moitié était constituée de navires arborant le pavillon des Etats membres. Ces accords de vente de droits d'accès (type commercial) augmentent substantiellement les recettes publiques en devises des Etats signataires. Les difficultés socio-économiques et budgétaires des Etats

membres, ainsi que les liens historiques avec les pays demandeurs, expliquent généralement le maintien des accords dans leur forme actuelle.

En l'absence d'un régime commun d'accès, les Etats membres de la CSRP entrent de facto dans une compétition pour attirer des navires étrangers qui peuvent ainsi exploiter les incohérences entre les régimes d'accès nationaux (catégorisation des licences, maillages, zones de pêche, redevances, repos biologique, durée de validité des licences, etc) (CSRP, 2001).

Pour le cas des affrètements, la loi mauritanienne prévoit la possibilité de recourir à ce régime d'accès pour les différents types d'unités de pêche de petits pélagiques par arrêté du ministre des pêches, en conformité avec le plan d'aménagement en vigueur (Tableau 6).

Au Sénégal, la loi identifie trois types de pêche pouvant faire l'objet d'affrètement à titre exceptionnel mais sur simple autorisation du ministre chargé des pêches dont des senneurs pélagiques côtiers et des thoniers. La loi sénégalaise paraît plus restrictive en matière d'affrètement. Les conditions d'accès, pour les unités « affrètables » paraissent en revanche comparables, tant en terme de durée (un an renouvelable) que de l'embarquement de marins nationaux ou du débarquement de la totalité des captures dans un port du pays riverain concerné (Mauritanie et Sénégal). Dans les deux pays, l'obligation de débarquement de la totalité des captures porte à équivoque. Habituellement, les captures débarquées ne représentent qu'une partie des prises réelles réalisées lors d'une marée du fait qu'il y a en particulier les rejets en mer, qui peuvent constituer une composante importante des captures suivant les pêcheries de petits pélagiques (10 à 20 %).

Dans les deux pays, la loi exige l'embarquement d'un observateur (Sénégal) ou un observateur scientifique (Mauritanie) sur chaque unité affrétée.

Tableau 6 : Comparaison des conditions d'affrètement de navires de pêche en Mauritanie et au Sénégal

	Mauritanie		Sénégal		
	Chalutiers céphalopodes	Autres types de navires	Thoniers (canneurs et senneurs)	senneurs pélagiques côtiers;	chalutiers de pêche fraîche démersale
Statut de l'affréteur	Personnes morale ou physique de nationalité mauritanienne	Personnes morale ou physique de nationalité mauritanienne	Personnes morale de nationalité sénégalaise	Personnes morale de nationalité sénégalaise	Personnes morale de nationalité sénégalaise
Structure pouvant prendre la décision	Conseil de Ministres à titre exceptionnel sur proposition du ministre chargé des pêches	Arrêté du ministre des Pêches en conformité avec les plans d'aménagement	Autorisation à titre exceptionnel par le Ministre chargé de la pêche	Autorisation à titre exceptionnel par le Ministre chargé de la pêche	Autorisation à titre exceptionnel par le Ministre chargé de la pêche maritime
Débarquement	Totalité des captures	Totalité des captures	Totalité des captures	Totalité des captures	Totalité des captures
Observateur scientifique	Obligatoire	obligatoire	Obligatoire	obligatoire	Obligatoire
Durée	Une année renouvelable	Une année renouvelable	Une année renouvelable	Une année renouvelable	Une année renouvelable
Equipage	Moitié de l'équipage hors état major	Moitié de l'équipage hors état major	Moitié de l'équipage hors état major	Moitié de l'équipage hors état major	Moitié de l'équipage hors état major
Nombre d'unités par personne morale	ND	ND	ND	ND	2

Synthèses du régime d'accès

La gestion des pêcheries industrielles et hauturières se fait dans les différents pays étudiés par licence. Dans ces différents pays, les droits assujettissent la construction, l'importation et la modification de tout navire de pêche industriel à un régime d'autorisation préalable. Ce n'est que beaucoup plus-tard et de façon plus timide que ces restrictions ont été étendues à la pêche artisanale et côtière sans grand succès, sauf au Maroc. Dans le segment artisanal et côtier, la gestion par licence s'est toujours heurtée à des considérations d'ordres socio-économiques, techniques, opérationnels et réglementaires qui sont autant d'éléments qui ont amené les gouvernements à surseoir à l'application du système de licence. L'importance de ce sous secteur dans la lutte contre la pauvreté et la malnutrition, sa plus grande intégration dans l'économie nationale, la dispersion des points de débarquement, l'état de la ressource halieutique qui était moins critique, l'absence d'identification des unités et des acteurs ont contribué à cet état de fait. En outre, la faiblesse des institutions devant mettre en œuvre cette politique, le manque de la collaboration des pêcheurs et l'instauration des mesures classiques de gestion supposées suffisantes, avaient ajourné à plusieurs reprises la mise en œuvre effective de ce système.

2.3. Aires marines protégées au niveau des pays de la CSRP et le Maroc

La sous-région recèle d'importantes aires marines protégées dont la plus importante est celle du Banc d'Arguin avec une superficie d'environ 6000 Km² de zone maritime qui apporte probablement une très grande contribution à la sauvegarde de la biodiversité à l'échelle de toute la sous-région. Le Sénégal dispose d'un grand nombre de petites aires marines et de parc protégés (Tableau 7).

Pour les petits pélagiques, les aires marines protégées ne sont souvent pas jugées efficaces pour contribuer à la conservation de ces espèces connues pour leur dynamisme spatio-temporel. Cependant, leur effet positif sur certains écosystèmes et certaines ressources côtières, peut aussi les toucher même de façon indirecte.

Tableau7 : Comparaison de certaines aires marines protégées au niveau de la CSRP et au Maroc

Zone protégée	Superficie	Année de création	Situation géographique	Objectifs de conservation
Réserve Biologique MerjaZerga	7 000 ha	1978	Maroc Côte Nord-Atlantique (MyBousselham)	Site Ramsar Zone humide d'importance internationale pour les oiseaux d'eau
Baie de Khifiss	6500 ha	1962	Maroc Côte Atlantique Sud (Tarfaya)	Ramsar Zone humide d'importance internationale pour les oiseaux d'eau
Parc National du Massa	33.800 Ha	1991	Maroc Côte Atlantique Sud (Agadir-Tiznit)	Protection des Euphorbes et des Ibis chauves et estuaires des Oueds Souss et Massa
Parc National du Banc d'Arguin	12 000 km ² dont 6000 km ² maritime	1976	Mauritanie Atlantique	Aide à la protection des oiseaux Appui à la gestion de certaines ressources halieutiques au niveau de la sous-région
Parc National du Diawling	16 000 ha	1991	Mauritanie Bas delta Fleuve Sénégal	Aide à la protection des oiseaux. Appui à la gestion de certaines ressources halieutiques au niveau des Estuaires
Parc de Langue de Barbarie	2000 ha	1976	Sénégal Iles- Saint Louis	Parc des oiseaux patrimoine mondial de l'Unesco
Parc de l'Île de Madeleine	40 ha	1946	Sénégal Iles à proximité de Dakar	Parc des oiseaux
L'Aire Marine de Bamboung	6800 ha	2003	Sénégal Sine-Saloum	Protection des oiseaux, poissons et mammifères marins

Joal-fadiouth	17400 ha	2004	Sénégal à 114 km de Dakar	Conservation de la biodiversité et amélioration Des rendements de la pêche et des retombées socio-économique pour la Population locale
Réserve naturelle de Popenguine	1009 ha	1986	Sénégal environ 60 km au sud de Dakar	Restauration de l'habitat dégradée.
Aire marine Kayar	17100 ha	2004	Sénégal environ 60 km au nord de Dakar	Préservation de la biodiversité des ressources halieutiques et des biotopes de la fosse marine de kayar
Parc national du delta de Soloum	76000 ha	1976	Situé à l'ouest du Sénégal	Sauve garde d'un échantillon représentatif de la zone deltaïque avec ses peuplements de mangrove
Parc national Du Niomi	4940 ha dont 2740 zone maritime	1986	situé su la rive nord du fleuve Gambie	Maintenir et améliorer la valeur floristique et faunique du PNN
Parc national de tanbi	6000 ha dont 2000 ha de zone maritime	2008	Situé sur la rive sud du fleuve Gambie	Conserver la biodiversité de la zone
Reserve des rives du Tanji et de l'île de Bijol	612 ha	1993	Située le long de la côte atlantique et au sud du fleuve Gambie	Conservation de la biodiversité de la zone.
Aire marine protégée d'Urok	54000 ha dont 39800 de zone maritime	2005	Située dans la partie nord de l'archipel des Bijagos en Guinée bissau	Assurer la durabilité du patrimoine naturel et culturel des îles Urok.
Parc national d'orango	158235 ha dont 132200 de zone maritime	2000	Situé au sud de l'archipel Bolama bijagos en Guinée bissau	Protéger et valoriser les écosystèmes, assurer la diversité biologique
Parc national marin de joã ovieira poillão	49500 ha dont 47943 ha de zone maritime	2000	Situé au sud est de l'archipel de Bljagos en Guinée bissau	Conservé la biodiversité des écosystèmes équilibrés et fonctionnels
En cours			Sierra léone	
Tristao/ alcatraz	85000 ha	2003	Situé au nord ouest de la Guinée	Conservation de la diversité biologique des îles Tritao et alcatraz
Aire marine protégée de Santa Luzia	3200 ha	2005		

2.4. Les mesures techniques

Dans les pays de la zone CSRP et au Maroc des mesures de conservation et de gestion. Il s'agit notamment des maillages minimaux des filets et des chaluts, les tailles et/ou les poids minimaux des espèces, les restrictions relatives aux captures accessoires, les périodes de fermeture de la pêche, les zones d'accès limités ou réservés, la limitation ou la prohibition de certains types de pêche ;

2.4.1. Le maillage des engins de pêche pélagiques

- Pêche industrielle

Le Sénégal, la Sierra-Léone, la Guinée et le Maroc autorisent des chaluts pélagiques de mailles respectivement de 50, 60 et 70 mm. Les autres pays, à l'exception du Cap Vert pour lequel les données de ce type ne sont pas disponibles, autorisent des mailles de 40 mm (Tableau 8). Nous constatons donc l'extrême variation de maillage entre ces différents pays : trois pays adoptent le maillage de 40mm dont le Mauritanie et trois pays exigent un maillage de 60 à 70 mm.

Tableau 8 : Comparaison du maillage du chalut pélagique autorisé par pays.

Pays	Mauritanie	Sénégal	Guinée	Guinée Bissau	Cap-Vert	Gambie	Sierra-Léone	Maroc
Maille	40 mm	50 mm	70 mm	40 mm	Absence	40mm	60mm	70 mm

L'utilisation de dispositifs de protection susceptibles d'obstruer les mailles ou d'avoir pour effet de réduire effectivement leurs dimensions n'est interdite qu'au Maroc. Ce pays a procédé au renforcement de la réglementation du maillage des chaluts et de la taille de première capture par une série de dispositions visant à éviter la réduction de la sélectivité des engins de pêche comme l'utilisation de la double poche, la nature et la grosseur des fils ainsi que les accessoires qui entrent dans la confection et le gréement des engins de pêche.

Il semble que dans les deux autres pays la sélectivité des chaluts pélagiques était vraiment très faible, car la plupart des zones où se pratique le chalutage se caractérisent par la présence de matériaux biologiques denses qui viennent obstruer l'ouverture des mailles et la réduisent sensiblement. Une perception insuffisante des avantages potentiels de ces mesures d'aménagement se traduit par une résistance passive ou active des pêcheurs. D'ailleurs, dans les pêcheries multi-spécifiques comme dans notre cas, un maillage minimal est déterminé pour optimiser les captures d'une espèce cible dominante de petites tailles (sardine, sardinelles, anchois). Il peut s'avérer inadéquat pour d'autres espèces de tailles plus grandes (chinchards maquereaux). Ainsi, en Mauritanie, la proportion des chinchards capturée par le chalut démersal de 40 mm du bateau de recherche ALAWAM est, en moyenne, de 50 % des captures totales, malgré le fait qu'il opère au fond. Ces chinchards sont composés d'individus inférieurs à la taille réglementaire (14 cm) (Ould Taleb Ould Sidi, 2005).

- *Pêche artisanale*

Sur le plan de la pêche artisanale, la Mauritanie paraît le pays le plus exigeant par rapport autres pays de la CSRP avec 40 mm de maille pour les sennes tournantes qui visent en général les petits pélagiques et notamment les sardinelles (Tableau 9).

Tableau 9 : Comparaison du maillage des sennes tournante par pays.

Pays	Mauritanie	Sénégal	Guinée	Gambie	Guinée-Bissau	Cap-Vert	Sierra-Léone	Maroc
Senne tournante	40mm	28 mm	25 mm		28 mm			
Filet maillant dérivant à ethmalose		46 mm	60 à 65 mm					

On peut se demander si les 300 embarcations sénégalaises autorisées à travailler dans les eaux mauritaniennes dans le cadre du protocole d'accord entre les deux pays, changent d'engins de pêche, dont les prix sont très élevés, pour se conformer à la réglementation mauritanienne lorsqu'elles opèrent dans cette zone.

- *Synthèse sur les maillages*

Les chalutiers pratiquant la pêche des petits pélagiques doivent utiliser des filets d'un maillage minimal de 40 mm en Mauritanie mais 50 mm au Sénégal et 70 mm en Guinée, au Maroc et Sierra Léone.

Peu d'études ont été consacrées à la sélectivité des chaluts. Sanyo (2002) a mené une étude de sélectivité sur plusieurs espèces dans la zone mauritanienne dont

Trachurus trecae. Elle conclut que la valeur M_{50}^3 s'est avérée plus grande que la maille actuelle. Suivant cette source, il serait donc nécessaire d'agrandir la maille actuelle en passant de 40 mm à au moins 100 mm. Néanmoins, une étude allemande conduite dans la même zone en 1983 (Ould Taleb Sidi, 2005) a utilisé une camera de télévision sous-marine remorquée au dessus d'un chalut de pêche pélagique. Les résultats obtenus montrent que pour la plus part des espèces pélagiques, la sélectivité du chalut pélagique peut difficilement être étudiée par la méthode de la double poche, comme dans le cas de Sanyo(2002). Ces espèces sont rarement soumises à l'échappement n'étant qu'exceptionnellement en contact avec les parois du chalut. Ils ont noté par ailleurs qu'au cours de cette campagne très peu d'individus de ces espèces ont été trouvés maillés dans le filet.

La mise en œuvre et l'adaptation des gréements de chaluts en mer peuvent réduire les facteurs de sélectivité en deçà de ce que laisse espérer les études et les réglementations sur les maillages. C'est pour ces raisons que le DSPCM arraisonne régulièrement dans la ZEE mauritanienne des bateaux soupçonnés de pratiquer telles infractions. On sait par ailleurs, que toute restriction imposée à l'activité de pêche entraîne des difficultés pour les pêcheurs. Il est donc inévitable que bon nombre d'entre eux mettent en cause la nécessité de mesures qu'ils jugent pénibles et cherchent par tous les moyens à les contourner.

Dans ces différents pays, des dispositifs peuvent être attachés à la partie supérieure du cul du chalut, à condition qu'ils n'en obstruent pas les mailles. Ainsi, l'autorisation de l'utilisation de ces tabliers est de nature à limiter la dégradation des chaluts qui sont en contact avec le fond de la mer.

Par ailleurs, tous les facteurs pouvant influencer l'ouverture des mailles (nombre de nœud, taux d'armement) doivent être réglementés pour donner aux juvéniles la possibilité de s'échapper.

Toutefois, ces pays ont adopté des mesures supplémentaires pour la réglementation des tailles de premières captures que nous allons analyser dans la section suivante.

2.4.2. Taille réglementaire des espèces de petits pélagiques par pays

Les tailles règlementaires, qui reposent sur des considérations biologiques, sont les mêmes pour les segments artisanaux, côtiers et industriels.

Cette réglementation concerne les espèces qui sont particulièrement recherchées soit pour leur grande valeur marchande soit du fait de leur très importante biomasse comme les petits pélagiques.

Cette taille minimale, en dessous de laquelle les espèces ne doivent pas être pêchées, fait partie des mesures règlementaires pour la protection des équilibres biologiques. Les espèces concernées doivent avoir eu l'occasion de se reproduire, au moins une fois dans leur vie, avant qu'elles puissent être capturées pour assurer la durabilité des stocks et de leur exploitation. Nous procédons à une comparaison de ces tailles minimales pour les différentes espèces de poissons de petits pélagiques.

Le nombre d'espèces de petit pélagiques, dont la taille minimale de première capture est fixée, est relativement faible : cinq dans le cas du Sénégal, 6 pour la Mauritanie et 8 espèces au Maroc. Alors que dans les deux premiers pays, la référence est bien la taille, au Maroc il s'agit des tailles mais aussi dans certains cas du nombre d'unités d'individus par Kg et pas uniquement pour les espèces de petites tailles comme la sardine ou l'anchois mais même pour le maquereau. La

³La valeur L_{50} indique ici la taille pour laquelle 50% des poissons sont retenus par les mailles.

référence au poids est probablement dictée par des considérations technologiques en rapport avec la transformation de ces espèces dans les usines à terre.

Pour les sardinelles, les espèces les mieux réparties au niveau de l'espace considéré et les plus accessibles à la pêche artisanale et côtière parmi tous les petits pélagiques, la Mauritanie et le Maroc adoptent les mesures réglementaires les plus conservatives de la sous- région nord ouest africaine. En effet, les tailles commerciales sont respectivement de 18 cm et 20cm. Les autres pays de la CSRP notamment la Guinée-Bissau, la Gambie et le Sénégal autorisent une taille de 12 cm. Le même constat a été observé pour les autres espèces pélagiques.

Les tailles réglementaires pour les petits pélagiques varient donc d'un pays à un autre alors que sont partagées entre les trois pays (espèces migratrices). Le Sénégal a élaboré un projet de décret portant code de la pêche maritime en avril 2009. Ce dernier, une fois adopté, fait converger les mesures sur les tailles minimales autorisées vers celles mises en place en Mauritanie. Les tailles commerciales sont en général plus élevées dans ce dernier pays qu'au Maroc et au Sénégal (Tableau).

Tableau 10 : Taille réglementaire des espèces pélagiques par pays

Espèces	Mauritanie	Sénégal D.A loi 98/32	Sénégal Projet décret avril 2009*	Guinée	Guinée- Bissau	Cap- Vert	Sierra- Léone	Gamb ie	Maroc
Sarinella aurita	18 cm	12 cm	18cm		12 cm		14 cm	12 cm	20 cm
Sardinella maderensis	18 cm	12 cm	18cm						20 cm
Scomber japonicus	25 cm	12 cm	25cm			18 cm		19 cm	20 unités/ KG
Sardina pilchardus	16 cm		15cm						40 unités/ kg au sud du cap noun
Trachurus sp	19 cm	15 cm	20 cm						14 cm
Caranx rhonchus	19 cm	15 cm	20cm						14 cm
Trichiurus lepturus									50 cm
Engraulis encrasicolis			10 cm						60 unités/ kg
Ethmalosa fimbriata			18 cm		15 cm		17 cm	15	

- *Synthèse sur la taille de première capture*

Des différences sensibles existent dans les tailles de première capture pour les mêmes espèces de poissons de petits pélagiques. En général, elles sont faibles au Sénégal, moyennes au Maroc et grandes en Mauritanie. Bien entendu, les progrès scientifiques apportent des compléments d'information sur la biologie des ces espèces qui peuvent induire des modifications réglementaires. C'est l'une des raisons qui a probablement poussé les autorités sénégalaises à élaborer une nouvelle législation qui s'approche dans ce domaine de celle prévue par la loi mauritanienne.

Ces mesures réglementaires sont donc susceptibles d'évoluer en fonction des connaissances scientifiques acquises, comme au Sénégal, mais aussi en raison du contexte de surexploitation aiguë.

Pourquoi la législation mauritanienne reste la plus conservatrice dans ce domaine au niveau de la sous-région ? Ce durcissement ne semble pas justifier ni par la position géographique de notre pays, ni par l'importance de l'utilisation des techniques de pêche sélective⁴, ni par la précision des données scientifiques. Ce type de mesure pourrait, en définitive, pénaliser les pêcheurs qui travaillent dans la ZEE mauritanienne comparativement à leurs homologues dans les autres pays qui peuvent cibler des ressources partagées. Il semble qu'il y a un effet latitudinal qui a une influence sur la croissance des espèces ou plus précisément des stocks. En effet, ceux situés plus au nord auront des tailles maximales et des tailles premières captures en général plus importantes que ceux situés plus au sud (cas par exemple de l'anchois et du poulpe en Europe comparativement à ceux de la sous-région). Dans le Golfe de Guinée, ceci a été bien établi pour les espèces de petits pélagiques comme *Sardinella aurita*, *Trachurus trecae*, *Scomber japonicus* qui présentent des phénomènes de réduction de taille, qualifiée de nanisme, lorsqu'on les compare à d'autres régions de leur aire de répartition située plus au nord, dans la sous-région étudiée. Certains auteurs attribuent ce nanisme au caractère sédentaire de ces populations par rapport à celles situées au nord (Marchall, 1991). Pour cette raison, les tailles minimales de première capture devraient être plus importantes au Maroc que dans le reste de la zone. Ce qui n'est pas le cas.

On peut aussi penser que ce nanisme résulte d'un manque de nourriture disponible. Sur cette base on suggère que puisque la zone nord Mauritanie est le siège d'un upwelling permanent et donc d'une productivité exceptionnelle, l'on peut supposer que la croissance des espèces dans ce cas sera plus rapide que dans le reste de la sous-région hormis le sud du Sahara. Ce constat repose aussi sur le fait que la taille de première capture traduit implicitement un âge donné qui est comparable quelque soit le lieu. C'est pourquoi on parle souvent d'âge de première capture, plutôt que de taille de première capture. Mais puisque le poisson est pris suivant sa longueur plutôt que son âge, qui est impossible à déterminer à bord d'un bateau de pêche commercial, c'est finalement la taille minimale, ou le poids, qui est retenue par le législateur.

2.4.3. Fermeture de zone sensible pendant une période donnée

La fermeture de zone de pêche pendant une période déterminée est une pratique peut courante au niveau de la région à l'exception du Maroc pour la sardine et du Cap vert pour le maquereau.

Tableau 11 : fermeture période de zone de petits pélagiques.

	Mauritanie	Sénégal	Gambie	Guinée	Guinée Bissau	Cap-Vert	Sierra-Léone	Maroc
Pêche industrielle	NP	NP	NP	NP	NP	2 mois (maquereau)	NP	Fev-Mars
Pêche artisanale	NP	NP	NP	NP	NP		NP	Fev-Mars

En mai 1998, le Royaume du Maroc a procédé à la fermeture de la pêche des pélagiques à l'intérieur de la bande des 15 nautiques entre Boujdour et Dakhla (120 km), dans la zone comprise entre les parallèles 24 N et 25 N. Cette mesure était

⁴ Le chalutage pélagique reste l'activité la plus dominante au niveau de la pêche industrielle en Mauritanie (plus de 90 %).

prévue pour un an renouvelable en cas de nécessité. Elle a été très mal accueillie au départ par certains armateurs dont les bateaux de pêche des pélagiques opérant dans les eaux sud du Maroc. Ils l'avaient qualifiée d'une tempête pas comme les autres. Cette mesure vise la protection des juvéniles de la sardine dont la biomasse a connu une baisse record en 1997.

2.4.5. Prises accessoires autorisées pour les pêcheries pélagiques

La Mauritanie, le Sénégal et le Maroc interdisent la détention à bord de crustacés et de céphalopodes (taux = 0%) et autorisé 3 % de demersaux (3,5% au Maroc). Par contre, la Guinée présente pour les crustacés et les céphalopodes un taux de 7% chacun (Tableau 13).

Les capitaines de navire ne peuvent donc pas pratiquer la pêche directe d'espèces pour lesquelles des limitations de prises accessoires s'appliquent. Ces flottilles ne sont pas autorisés à capturer de crustacés ou de céphalopodes. La pêche par ce segment des calmars, qui présentent parfois un comportement pélagique, est passé sous silence, et telle que libellée actuellement, cette disposition incite aux rejets de cette espèce de grande valeur commerciale. Un intérêt particulier devrait être accordé à cette question et termes d'étude scientifiques et de réglementation.

Tableau 12: Pourcentage des prises accessoires des chalutiers pélagiques dans la zone de la CSRP et le Maroc.

% prises accessoires	Mauritanie	Sénégal	Guinée	Guinée-Bissau	Gambie	Cap-Vert	Sierra-Léone	Maroc
Céphalopodes	0%	0%	7%					0%
Crustacés	0%	0%	7%					0%
Poissons démersaux	3%	3%						3,5%

En Gambie, tout poisson pêché en dessous de la taille réglementaire doit être remis immédiatement à l'eau s'il peut survivre. Morts ou mourants, les poissons de tailles non réglementaires doivent être débarqués ; la capture et le débarquement d'une telle capture accessoire doit être consignée dans le journal de bord.

- Synthèse sur les taux captures accessoires

La nature multispécifique des peuplements est un trait essentiel des stocks et des pêcheries de cette zone, faisant des pêcheries peu sélectives, comme celles au moyen des chaluts, une source importante de captures accessoires et de rejets dans les eaux maritimes de la région nord ouest africaine. Il faut noter que la pratique des captures accessoires et des rejets peut affecter les rendements de pêche et le fonctionnement des écosystèmes. Aussi, les rejets favorisent le développement des espèces omnivores comme les crustacés.

Dans les eaux de l'Union européenne, lorsque les quantités totales des espèces soumises à des limitations de prises accessoires dépassent les limites fixées lors d'un trait de chalut, les navires sont tenus de changer immédiatement de zone de pêche et de s'éloigner d'au moins 5 milles nautiques du trait de chalut précédent. Lorsque les quantités totales des espèces soumises à des limitations de prises accessoires dépassent les limites mentionnées lors de tout trait de chalut ultérieur, les navires changent de nouveau immédiatement de zone de pêche et s'éloignent d'au moins 5 milles nautiques des traits de chalut précédents. En Guinée, les dispositions paraissent plus contraignantes puisque les navires dont les captures accessoires auront dépassé les normes prescrites seront soumis à une mesure de changement

de profil de pêche, en faveur du type de pêche dont l'espèce a été la plus capturée par le navire. Ce type de disposition manque au niveau de la sous-région.

L'importance des rejets est généralement liée d'une part à la nature de la communauté pêchée, la spécificité des espèces-cibles et la sélectivité de l'engin de pêche utilisé. Elle dépend d'autre part des conditions de traitement, du stockage et la valeur marchande des espèces capturées. L'une des raisons principales de ces rejets pourrait être la fixation d'un plafond de captures accessoires sans tenir toujours compte de la composition spécifique réelle des captures.

Il faut souligner ici que la Mauritanie et le Sénégal adopte au niveau de la région la réglementation la plus contraignante dans ce type de dispositif, qui repose sur le taux de prises. Ce type de mesure est largement appliqué dans plusieurs pêcheries du monde.

2.4.6. Zone de pêche

En absence d'une réglementation commune chaque pays fixe les limites de ses zones de pêches. Pour la pêche industrielle des petits pélagiques, la Guinée affiche la plus grande distance de la côte au-delà de 50 milles marins ; par contre la plus petite distance est enregistrée par la Gambie au-delà de 7 milles.

En Mauritanie, la pêche artisanale a comme zone exclusive les eaux intérieures (entre la côte et les lignes de base) qui comprennent le Parc National du Banc d'Arguin où la pêche motorisée est interdite. Elle partage avec la pêche côtière les zones de 3 milles (en dehors des frontières du PNBA) de la ligne de base. Au delà de cette zone et jusqu'à la limite interdisant la pêche au chalut (qui est en principe 20 mètres au Nord du Cap Timiris et 6 milles au sud de ce cap), la pêche artisanale et côtière se retrouvent avec la pêche industrielle la plus côtière, la catégorie des poissons démersaux autres que le merlu travaillant avec des engins autres que le chalut (Inejih, 2008).

Tableau 13 : Délimitation des zones de pêche dans les différents pays

	Mauritanie	Sénégal	Maroc	Guinée	Guinée-Bissau	Gambie	Sierra-Léone	Cap-Vert
Industrielle	Au delà de 13-15 milles	Au-delà de 20 milles marins sur la côte nord et 35milles marin en face de la casamace	15 milles sud de 29°N	Au delà de 50 milles marins	Au-delà de 12 milles marins	Sup à 7 milles unités de plus de 250 tjb	ND	ND
Artisanale	Sans restriction	Au dessous de 6 milles marins	Au de là de 2 milles	Aude là de 6 milles marins	40 CV à partir de ligne de base 60 CV au-delà de 6 milles marins	Inf à 7 milles	ND	ND

2.4.7. La limitation ou la prohibition de certains types de pêche

En plus des réglementations fixant les tailles minimales de maille pour les filets et exprimé, et l'interdiction des dispositifs de restriction déjà traités dans la section précédente, d'autres limitations sont aussi prévues par la loi. Dans les différents pays, les lois interdisent l'utilisation d'explosifs et de substances toxiques. La pratique du chalutage en bœufs est interdite au Sénégal et en Guinée. Comme le Maroc, la Mauritanie a autorisé en 2010 l'utilisation restreinte du chalut à bœuf principalement pour la pêche de l'anchois à une distance de 20 mètres de la côte avec un maillage de 40 mm contre 70 mm dans le cas du Maroc. Cette mesure s'adresse plus particulièrement à la pêche du maquereau, chinchard, sardines et sardinelles mais surtout l'anchois en utilisant des unités qui travaillent avec le système de réfrigération à l'eau de mer (unités RSW).

Cette technique, qui nécessite l'usage de deux bateaux en même temps, est fortement appréciée par tous les pêcheurs expérimentés. Elle permet d'employer des chaluts de grandes dimensions, dépourvus de panneaux. Elle est particulièrement efficace et relativement peu consommatrice d'énergie.

En Europe (France, Grande Bretagne, Ecosse...), son usage est assez répandu. En France, c'est l'engin principal utilisé dans la pêche de l'anchois au niveau du Golfe de Gascogne. Cet engin a pêché en 2003 95.7% des quantités d'anchois débarquées dans les ports du Golfe.

Déployé en zone relativement côtière, ce chalut risque de créer des conflits spatiaux avec les engins dormants de la pêche artisanale et côtière⁵. Dépourvu de panneaux, son impact négatif sur le fond est assez limité lorsqu'on ne tient pas compte de l'effet (non évalué dans notre zone), sur les cétagés marins, les juvéniles et mêmes les espèces démersales.

Dans ces différents pays, il est interdit d'utiliser ou de détenir à bord des filets maillants fabriqués à partir d'éléments monofilaments ou multimonofilaments en nylon.

Le mono-filament en nylon est fréquemment utilisés pour la confection des filets dérivants; Quant ils sont perdus ils continuent à pêcher inutilement pendant des dizaines d'années. Ils peuvent atteindre des centaines de mètres. Le Maroc a interdit depuis 2010 l'utilisation de ces filets maillants dérivants pour la préservation de la biodiversité marine et de la protection d'espèces vulnérables capturées accidentellement par cet engin et créent beaucoup de conflits sur l'espace avec les autres engins de pêche dormants.

La loi guinéenne interdit la destruction ou l'endommagement intentionnel d'embarcations, engins ou filets de pêche appartenant à des tiers.

2.4.8. Effectivité des mesures techniques

Le secteur de la pêche maritime est assez bien réglementé dans les pays de la CSRP et au Maroc. Mais disposer d'une réglementation des pêches quasi-complètes est certes primordial, la faire respecter est une autre affaire. En effet, un contrôle efficace, tant sur le plan technique (contrôle du maillage des engins de pêche) que sur le plan de l'accès aux zones de pêche demande des moyens titanesques que

⁵ Occasionnant non seulement la destruction des engins de pêche artisanaux (accrochage par les chaluts ; destruction des engins de pêche artisanaux pour les dégager), mais également des accidents en mer (collisions, naufrages et noyades) surtout de nuit. Certaines préfectures françaises interdisent la pratique du chalutage pélagique en bœuf de nuit (Elle demeure autorisée les samedis, dimanches et jours fériés)

des la majeure partie des pays ne sont toujours disposés à consacrer soit par manque de ressources financières et/ou par volonté politique pour laissez-faire. La mise en œuvre de la réglementation au niveau national est confrontée assez souvent à des considérations socio économiques et politiques, notamment au niveau de la Pêche Artisanale et côtière qui respecte rarement les conditions de durabilité. La législation sénégalaise, interdit le maillage des filets inférieur à 24 mm pour la pêche artisanale (Décret N°98-498 du 10 juin 1998 de la loi 98-32 du 4/04/98 portant code de la pêche maritime), pour permettre aux juvéniles de s'échapper. Cependant, la pratique est souvent loin de cette législation déjà assez minimaliste. Les unités pêchant à la senne utilisent des maillages de 20 mm parfois beaucoup moins. Les sennes de plage peuvent avoir des mailles inférieures à 10 mm. Ces engins de pêche déployés en zone côtière à la destruction des habitats pourtant essentiels à la durabilité de toutes les ressources halieutiques.

L'accès à ces ressources, tant pour les flottilles artisanales et côtières de plus en plus incriminées dans la pratique de pêche peu responsable et l'ouverture de la de la pêcherie à des armements étrangers qui produisent et débarquent directement à l'étranger, y compris une flottille artisanale sénégalaise opérant dans certains de ces pays. Au sens de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982, les régimes de l'affrètement et de la licence libre ainsi que les accords de pêche constituent des modes d'accès des navires étrangers aux ressources halieutiques excédentaires pour lesquelles les pays de la CSRP et le Maroc n'ont pas toutes les capacités techniques et financières permettant leur exploitation. Souvent ces deux régimes occasionnent une entrave à la mise en œuvre des mesures de gestion préconisées par la législation nationale sur les pêches ce qui limite sa portée et son impact positif ; il s'agit de dérogation à l'embarquement des marins, de difficultés de contrôle des captures en l'absence de débarquement, etc.

La caractéristique dominante de la réglementation des pêches en Mauritanie est son instabilité et la fréquence des dérogations qui finissent par handicaper les mesures initialement conçues pour assurer une gestion durable des pêches (Ould Touelib, 2008). La dérogation relative au débarquement qui offre aux navires étrangers d'échapper à plus d'un contrôle sur les aspects de gestion (volume des captures, composition des captures, techniques et méthodes de pêches) et de la difficulté parfois d'appliquer certaines mesures d'arrêts biologiques et ou de contrôle de capacité.

Un avantage au profit de ces régimes de l'affrètement et de la licence libre est que l'effort de pêche qu'ils engendrent ne constitue pas une surcapacité nationale (Ould Mayif et Ould Taleb Sidi, 2011). Il peut donc être « retiré » de la zone des pêches en cas de surexploitation des stocks visés.

Le segment industriel, actif principalement en Mauritanie, mais présents dans presque tous les autres pays, les rejets des captures en espèce de petits pélagiques et les prises accessoires des juvéniles sont importants. En effet, les observateurs scientifiques de l'IMROP, en 2009 et en 2010, notent que la proportion des prises accessoires varie entre 10 et 20 % suivant les saisons et les zones de pêches (le pourcentage autorisé est de 3 %). Le taux de juvénile s'élève en moyenne à 10,46 % par an. Ce qui, rapporté à la capture totale annuelle réalisée dans la ZEE mauritanienne, donne une valeur de 1 milliard d'individus de jeunes chinchards. Or, le meilleur recrutement observé ces dernières années est de deux milliards d'individus pour les deux espèces de chinchards. Cette pratique n'est pas durable et perturbe fortement l'évaluation, la gestion et l'exploitation de ces ressources de petits pélagiques avec ce mode de pêche (IMROP, 2010).

Ne disposant pas de moyens pour veiller à l'application d'une réglementation, d'ailleurs très sommaire, particulièrement dans le domaine de la gestion durable et concertée des petits pélagique, la Gambie, constitue un espace très vulnérable et accessible à la pêche illicite non autorisée et non réglementée (Ould Touelib, 2008).

La réglementation est assez sommaire en ce qui concerne la lutte contre la pêche illégale. Le chapitre consacré à la surveillance est assez cléments et pas suffisamment dissuasif au point de décourager ces pratiques de pêche irresponsable. Cependant force est de constater que des opérations régulières (conjointes) sont réalisées pour réduire la pratique de la pêche irresponsable et un élan de coopération régional est maintenu pour la poursuite des navires ayant commis des infractions dans l'un des pays de la commission sous régionale des pêches (Ould Touelib, 2008);

Tous les pays ont renforcé les mesures de contrôle contre la pêche illicite, par l'obligation de l'équipement des navires de pêche industriels et côtiers de balises et la modernisation des navires de contrôle en mer. L'effectivité de ce système bute encore sur une faible prise en compte de la dimension spatiale dans la réglementation de la pêche de petits pélagique, qui permettent pourtant d'envisager la promulgation de texte plus réaliste du point de vue de leur applicabilité.

3. Plan de développement et de gestion

Pour répondre à une large panoplie de contraintes et de défaillances observées dans le sous-secteur des petits pélagiques, l'élaboration, la validation et la mise en œuvre d'un plan de gestion et de développement reste l'un des grands chantiers que seul le Royaume du Maroc a mis en œuvre en fin de 2009. Il s'agit du plan Halieutis. Ce plan repose sur deux idées maîtresses : l'amélioration des captures pour optimiser l'exploitation de la ressource des petits pélagiques et la mise à niveau des infrastructures de débarquement pour recevoir dans de bonnes conditions ce produit hautement périssable et, enfin, une bonne valorisation. L'augmentation de la production doit provenir de la zone comprise entre le sud de Boujdour au nord de Dakhla. Mais la hausse des captures n'est pas un véritable enjeu en soi.

Le Maroc prévoit ainsi, dans sa nouvelle stratégie étalée sur plus de 10 ans, un développement tout azimuth du secteur des pêches, par l'augmentation de la production actuelle par 80 % par la diversification des activités et un meilleur traitement des produits jusqu'au consommateur. Ces derniers investissements sont motivés par la nécessité d'améliorer la qualité des produits destinés à l'exportation, par l'augmentation de la valeur ajoutée des produits et enfin par la nécessité de répondre aux exigences des clients en respectant les conditions de traçabilité qui sont désormais imposées par l'Union européenne depuis 2010.

L'expérience marocaine montre que des investissements importants dans la pêche des petits pélagiques ont été mal repartis et ont entraîné la surexploitation de stocks A et B, tandis que d'autres secteurs plus productifs ont été relativement négligés (Stock C). Des investissements importants sont donc prévus dans ce dernier secteur mais seront très sélectifs et soigneusement choisis en tenant compte des segments côtiers déjà présents au niveau de toute la façade Atlantique marocaine.

Les pays de la CSRP peuvent s'inspirer de cette expérience mais il est important de retenir que l'introduction des changements dans la gestion et le développement doit être compatible avec les contextes qui prévalent dans chacun de ces pays. Dans ce domaine, l'expérience marocaine ne peut être transposée exactement dans les autres pays : le contexte historique, social, économique et culturel est assez différent. Néanmoins, pour asseoir une politique durable et ambitieuse l'élément humain bien formé et mis dans de bonnes conditions constitue la clé de la réussite tant au niveau du développement que la gestion du secteur des pêches dans sa globalité.

La politique de proximité et sa consolidation prévue dans le nouveau plan mérite d'être soulignée. Les délégations régionales de la direction des pêches et de l'Office National des Pêches du Maroc totalisent parfois plus de 130 fonctionnaires, bien formés, dans chacun des principaux ports marocains. Ce quadrillage effectif permet d'appliquer sur le terrain la politique du Département des pêches particulièrement au niveau du suivi et du contrôle de l'activité le long de toute la filière (pêche, mareyage, industrie ...) avec des ponctions significatives sous forme de diverses taxes (36 au total) dont le taux global varie entre 13 et 16 % des prix de la vente en fonction des ports. Tout le monde semble trouver son compte dans cette opération (l'administration qui dispose de moyens pour prendre en charge un effectif relativement bien étoffé, les communes, les professionnels qui jouissent d'un service de proximité avec dans le cas du port de Safi un guichet unique). A Safi, 6 % de la vente de la production est prélevé par la caisse nationale de sécurité sociale pour la prise en charge des marins et leur famille mais pas leur outil de production.

L'expérience que les marocains ont accumulé principalement depuis fin 2009, date du démarrage du plan Halieutis dont le plan d'aménagement des petits pélagiques constituent le pan principal, est susceptible d'apporter un éclairage supplémentaire à la nécessité, aux enjeux et aux difficultés de mise en œuvre et l'importance d'engager un débat public. Les projets de pêche, en particulier ceux de la pêche pélagique, sont par nature soumises à un haut degré d'incertitude.

Au Maroc, la mise en œuvre du plan d'aménagement des petits pélagiques s'est accompagnée de contraintes à la fois conjoncturelles et structurelles auxquelles les pouvoirs publics en concertation avec les professionnels devront faire face dans la perspective de réaliser les objectifs fixés.

L'exemple du Maroc montre qu'une gestion efficace et durable se développe à partir de plans d'aménagement concertés avec toutes les parties prenantes et dès le départ. Elle demeure néanmoins un processus d'apprentissage et d'adaptation aux évolutions rapides de son environnement climatique, social et économique tant au niveau national qu'international.

En effet, le système de gestion des petits pélagiques en vigueur au Maroc reste encore, dans les faits, très centralisé, sans transfert réel de pouvoir, mais s'il est participatif. En effet, le rapprochement de l'administration avec les professionnels peut être considéré comme un préalable déjà franchi. Les structures professionnelles sont aussi impliquées à travers différentes structures consultatives composées de représentants de toutes les parties prenantes.

Les structures d'encadrement aussi bien administratives que professionnelles ont des capacités renforcées régulièrement pour faire face efficacement à leurs responsabilités et sont très informées de la situation nationale et internationale. Les

multiples structures professionnelles reconnues par les pouvoirs publics sont viables, fonctionnelles et efficaces.

En définitive, à la lumière de l'expérience du Maroc il apparaît que l'élaboration mais surtout l'application effective d'un plan d'aménagement des petits pélagiques requiert plusieurs préalables dont les plus importants : Information, éducation, communication et service de proximité. Il demande surtout du temps beaucoup de temps. Dans la perspective de mise en place de ce type de gestion dans les pays de la CSRP, l'attention devrait être portée sur ces volets en vue d'asseoir un partenariat entre l'administration au niveau central et local avec ses partenaires publics et privés.

Ces pays peuvent aussi s'inspirer de cette démarche de décentralisation et de diversification des activités qui se traduit déjà par des impacts économiques et sociaux certains. Il y a cependant lieu d'accompagner ce plan par de réformes institutionnelles adaptées pour asseoir cette politique ; réformes qui aussi sont des pré-requis de la gestion durable. La mise à contribution des institutions nationales chargées de la recherche halieutique, de la formation, de la qualité des produits et de la surveillance et des contrôles ainsi que la mise en place d'un système de suivi-évaluation de l'état de mise en œuvre pour ajuster le plan aux conditions du moment s'avèrent indispensable pour assurer une réussite même partielle à ce processus et permettre ainsi une exploitation et une gestion durable au plus grand bénéfice de l'économie des pays de la sous-région.

4. Synthèses générales et conclusion

Cette étude porte sur la comparaison des mesures de gestion des pêcheries de petits pélagiques pratiquées dans la région nord ouest-africaine : en particulier au Maroc, en Mauritanie, au Sénégal et en Guinée. Cette étude complète et approfondit sur certains points des études similaires menées par Labrosse (2007) et Ould Touelib (2008) et IMROP (2009). Elle essaie d'analyser et de synthétiser les forces et les faiblesses, des mesures d'aménagement essentiellement d'ordre technique dans ces différents pays dans un essai comparatif afin d'arriver à une harmonisation des bases juridiques de l'exploitation halieutique. Ce qui pourrait aider à l'élaboration d'un programme multilatéral de gestion et d'exploitation commune des ressources halieutiques de petits pélagiques à l'échelle sous-régionale voire régionale tout en tenant compte des spécificités de chaque pays.

La création de la CSRP en 1985, qui regroupe 7 pays dont la Mauritanie et le Sénégal, visait déjà l'harmonisation des politiques y compris les réglementations de pêche des états côtiers membres.

Le système de gestion des pêches des 4 pays concernés principalement par cette revue repose sur la régulation de l'activité de pêche dont le contenu reste principalement d'ordre technique. Ces mesures visent à maintenir la productivité des ressources halieutiques à un niveau élevé. Les pays étudiés combinent plusieurs types de mesures de conservation et de gestion pour réglementer, de manière indirecte l'effort de pêche dans les eaux sous leur juridiction afin de réduire ou de prévenir la surexploitation des ressources cibles et d'assurer la rentabilité économique des pêcheries. Le deuxième niveau de régulation, qui porte sur les plans d'aménagement a déjà fait l'objet d'analyse dans l'étude de Labrosse (2007). Il a fait l'objet d'une réactualisation sur la base de l'expérience marocaine assez promotteuse, mise en œuvre depuis 2009 dans le cadre du plan Halieutis.

Les mesures techniques appliquées dans les pays de la sous-région sont en général prises sur la base des données scientifiques disponibles ou inspirées par des pratiques courantes dans d'autres pays ou enfin recommandées par des organismes régionaux ou internationaux comme le COPACE. Il s'agit principalement :

Des seuils de tailles minimales de première capture (poids et /ou longueur selon l'espèce) pour 5 à 8 espèces selon les pays afin d'éviter la capture des espèces immatures ou des juvéniles. Au vu du nombre d'espèces concernées, qui reste malgré tout insuffisant, la limitation de la taille de première capture paraît en matière d'aménagement des pêcheries la disposition la plus complète et la plus flexible. Ces tailles peuvent, en effet, faire l'objet d'ajustements par arrêtés ministériels. Associées à des zones et des périodes de fermeture de la pêche durant la reproduction de certains poissons (Cas du Maroc) et d'un maillage déterminé sur la base des caractéristiques morphologiques et biologiques des principales espèces (cas de la Mauritanie), ces tailles réglementaires doivent donc permettre d'assurer le renouvellement des stocks. En général, elles sont faibles au Sénégal, moyennes au Maroc et grandes en Mauritanie. Un nouveau code de la pêche est en voie d'adoption au Sénégal. Au niveau des tailles réglementaires, ce nouveau code s'approche, pour cet aspect, de la loi mauritanienne. Au stade actuel, il est très tôt de parler d'une convergence de la réglementation vers des mesures techniques de plus en plus contraignantes encore moins l'adoption de politiques communes à l'égard des activités de pêche de nature à mieux faciliter l'accès des bateaux d'un pays à un autre.

Dans le contexte multi-spécifique de la zone nord ouest africaine, le maillage autorisé pour le chalut pélagique qui est par nature aveugle ne pourra pas convenir à toutes les espèces surtout celles qui ne sont pas ciblées. Dans les captures du chalut démersal de 40 mm utilisé dans la ZEE mauritanienne ; 50 % sont représentées par des chinchards, qui sont des espèces pourtant pélagiques (à comportement benthopélagiques). Toute modification de facteur de sélectivité risque d'exacerber ce phénomène avec comme conséquence des rejets massifs parfois d'espèces de grande valeur commerciale. Pour les espèces de petits pélagiques, l'application du maillage de 40 mm ou 50 mm a posé aussi, dans un contexte de pêche multi-spécifique, un problème épineux portant sur des captures de valeur différente exploitées par des pêcheries hétérogènes et en compétition (flottille nationale et étrangère). Surtout que les réglementations relatives au maillage et à la taille de première capture sont souvent contournées par l'usage de dispositifs visant à réduire la sélectivité et se traduisent en général par un accroissement des taux de rejets en mer. La sélectivité, ou l'absence de celui-ci, est au centre de nombreuses questions biologiques et écologiques. Un faible maillage est responsable de proportions importantes de prises accessoires et pourrait contribuer à l'extinction d'un certain nombre d'espèces non ciblées. En outre, le fait de se débarrasser de captures non désirées, qui est particulièrement important dans une pêche non sélective pourra à la fois être considérée comme un gaspillage et contraire à l'éthique.

Les taux accessoires ont été fixés pour limiter les captures accidentelles des espèces non-ciblées. Les données sont disponibles uniquement pour le Sénégal, la Mauritanie et La Guinée. La nature multi-spécifique des peuplements démersaux est un trait essentiel des stocks et des pêcheries de cette zone, faisant des pêcheries peu sélectives, comme celles au moyen des chaluts, une source importante de capture accessoires et de rejets dans les eaux des pays de la sous-région. La pratique des captures accessoires et des rejets de façon massive et répétée peut affecter les rendements de pêche et le fonctionnement des écosystèmes. Les rejets pourraient

favoriser le développement d'espèces omnivores comme les crustacés. Les restrictions visant les prises accessoires sont des formes de contrôle de la production des espèces non autorisées qui ne doivent pas être ciblées lors des opérations de pêche. Les droits mauritaniens et sénégalais paraissent, les plus conservateurs. De très nettes améliorations doivent être apportées à ce niveau pour la rendre ce type de mesure plus facile à mettre en œuvre par les pêcheurs (tolérance pour les captures accessoires et pour les rejets) mais aussi plus effectif (changement de zone de pêche lorsque le taux de prises accessoires prévu par la législation est dépassé comme c'est le cas en Guinée). L'embarquement des observateurs à bord des bateaux est cependant incontournable pour arriver à des propositions les plus pertinentes possibles.

Un zonage éloigne le chalutage de 3 milles marins (Mauritanie et Maroc) à 6 milles au Sénégal en vue de limiter les conflits entre la pêche artisanale, côtière et la pêche industrielle et offrir un maximum de possibilités de protection de la bande côtière très riche en ressources halieutiques dans des stades de développement critiques. La pêche artisanale en Mauritanie et au Sénégal ne fait pas encore l'objet de limitation d'effort de pêche et peut exercer son activité sur l'ensemble de la zone de pêche même. En outre, la pêche artisanale et côtière dans ces deux pays est une activité mal prise en compte par la législation pour diverses raisons notamment son statut d'activité encore informelle. Les zones côtières réservées à la protection des oiseaux au départ joueraient un rôle important dans la conservation des ressources halieutiques. Par exemple, le PNBA, qui est une aire marine protégée, où toute forme de pêche motorisée y est totalement interdite, couvre environ 43% de l'ensemble de la zone non chalutable. Ce qui placerait la Mauritanie loin devant les autres pays en termes de zones mises en défens. Cependant en termes de conservation des petits pélagiques, le rôle des AMP est très limité étant donné leur grande mobilité spatiale et saisonnière.

Des périodes de fermeture: cette mesure n'est applicable qu'au Maroc pour les petits pélagiques notamment la sardine et au Cap vert pour le maquereau. Elle vise à sécuriser la reproduction et protéger le recrutement de ces espèces.

Ces différentes mesures présentent, à des degrés divers, des limitations liées soit à des contraintes opérationnelles soit à la non acceptabilité par les opérateurs du secteur justifiée par le niveau d'exploitation de la ressource et/ou la présence d'une flotte étrangère. La présence des flottes étrangères dans les eaux nationales des pays de la sous-région, encore très effective dans la ZEE mauritanienne, serait considérée par les opérateurs comme un obstacle majeur à la mise en place de mesures de gestion adéquate (droit d'accès supporté en grande partie par l'Union européenne, dérogations multiples, difficultés de contrôle étant donné que ces unités ne touchaient souvent pas des ports des pays riverains...).

Toutefois, la présence massive et d'origines diverses de ces flottes étrangères a certainement facilité, dans le cas de la Mauritanie, l'application de lois théoriquement plus conservatrices (taille de première capture, superficie des zones protégées, taux de prises accessoires...). Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer cette différence avec les autres pays de la sous-région. Les opérateurs mauritaniens du secteur des pêches, relativement bien encadrés par leur organisation socioprofessionnelle, ont accepté, en entérinant ces lois, de faire le sacrifice pour la durabilité de l'exploitation des petits pélagiques, qui les intéressait d'ailleurs très peu du moment qu'ils étaient juste des prestataires de services pour des flottilles internationales ou sous-régionales (pêche artisanale sénégalaise). Les

pêcheurs étrangers à leur tour pourrait considérer que quelques soit le niveau de contraintes législatives posées, elles restent relativement « clémentes » par rapport à celles pratiquées dans les pays d'origine. Surtout que la durée de licence, mensuelle ou trimestrielle, leur permet de choisir uniquement la période de pic de production. Dans la ZEE mauritanienne, et depuis la fin de 2005, l'on observe un durcissement de l'application du droit dans toute sa plénitude tant pour les flottilles nationales (arrêt de l'activité des 30 unités de pêches côtières) qu'étrangères (départ de l'Atlantique Down, retrait de plusieurs dizaines de navires étrangers). Les réactions de part et d'autres ne font pas attendre. Pourtant les professionnels nationaux ont accompagné activement l'élaboration et la validation des lois dont plusieurs aspects sont actuellement décriés.

Par ailleurs, le Maroc mais surtout le Sénégal et la Gambie auraient été dans l'ensemble assez réticents à l'application de mesures coercitives à leurs flottes majoritairement nationales. Ainsi la taille réglementaire au Sénégal des sardinelles, pêchées essentiellement par la pêche artisanale, était de 12 cm. En Mauritanie, ces espèces sont débarquées majoritairement par les flottilles industrielles étrangères et la taille minimale est de 18 cm.

Dans un cas comme dans l'autre il en résulte des difficultés de mise en œuvre. En effet, pour les flottes étrangères la principale difficulté réside dans le contrôle, en mer ou à terre. Ce qui reflète dans la plupart des cas l'inadéquation des moyens disponibles au niveau national pour exercer l'autorité qu'implique la mise en œuvre de ces mesures d'aménagement. En Mauritanie, la situation s'est nettement améliorée avec le renforcement des moyens de la DSPCM et la généralisation du VMS. Dans le cas des flottes nationales: le problème du contrôle est théoriquement plus simple car un contrôle efficace est possible à terre. Mais il manque apparemment la volonté politique doublée d'une difficulté d'application des réglementations pour un sous-secteur encore largement informel. Le moyen ultime destiné à faire respecter la réglementation demeure évidemment la surveillance et le contrôle mais surtout la pratique de pêche responsable qui requiert un effort de responsabilisation important et depuis le début. Il est dans ce cas tout à fait nécessaire que les écoles de formation maritimes puissent prévoir, si ce n'est pas déjà le cas, des modules sur la gestion durable des ressources halieutiques des petits pélagiques.

Les pays étudiés présentent certaines similitudes socio-économiques avec des flottilles provenant en général des mêmes origines et utilisant des techniques similaires. La réglementation en vigueur paraît varier d'un pays à un autre. Faute d'une harmonisation des différentes politiques et réglementations pour la gestion des activités de pêches, la gestion ou l'exploitation commune de ces stocks risquent de poser certains problèmes. A titre d'exemple, dans le cadre du protocole d'accord entre la Mauritanie et le Sénégal, 300 unités côtières (artisanales au Sénégal), suivant la définition prévue dans la législation mauritanienne, sont autorisées à travailler dans les eaux mauritaniennes dans les mêmes conditions que les flottilles nationales. Or la législation mauritanienne prévoit un maillage de 40 mm pour les sennes tournantes, alors qu'au Sénégal la taille est de 28 mm. Sachant le prix de revient d'une senne, qui représente plus de la moitié de l'investissement requis, on peut se poser des questions sur les possibilités financières de ces pêcheurs à acquérir des sennes lorsqu'ils opèrent dans la zone mauritanienne et une autre lorsqu'ils sont au Sénégal. Il est intéressant de remarquer dans ce sens que cette différence du maillage traduit en fait une différence de taille minimale de première capture pour

les sardinelles qui sont les principales cibles de cet engin : 12 cm au Sénégal mais 18 cm en Mauritanie.

L'alignement sur le droit mauritanien des tailles minimales de premières captures, prévu au Sénégal pour une grande partie des espèces, met évidence que la législation de notre pays est en avance dans ce domaine.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que l'analyse de ces textes fait apparaître que les Législateurs dans ces différents ont abordé le domaine des pêches selon une approche élargie sans tenir compte des spécificités des pêcheries de petits pélagiques. La loi prévoit un certain nombre de dispositions à portée très générale et, souffre parfois de l'absence de texte d'application. Les mesures de gestion responsables, relatives aux stocks de petits pélagiques sont, rares voire même absentes, tant au niveau des textes législatifs que réglementaires (arrêtés et circulaires). L'effectivité de ces mesures paraît mise à rude épreuve au regard de l'état des principaux stocks de petits qui sont, suivant le diagnostic du COPACE surexploités (Sardinelle ronde et chinchards). Il apparaît clairement que les pouvoirs publics dans certains de ces pays, qui disposent des ressources pélagiques les plus importantes, ont accordé beaucoup d'importance au secteur pendant les années 1990. Mais l'ensemble de ces mesures n'ont pas apporté une amélioration significative à l'amélioration de l'état des stocks et sa gestion durable qui reste la clé de voûte de tout ce dispositif par manque de généralisation de la mise en œuvre de plans d'aménagement spécifique à l'exception notable du Royaume du Maroc assurant la cohérence des mesures applicables.

Références Bibliographiques/documents consultés

Anonyme (1991) : Code de pêche Guinée Bissau SILVA, A. A. & NANE, M. 1991. Diagnóstico da situação das pescas. Plano Director / Ministério das Pescas. Republica da Guiné-Bissau, Dezembro, 47

Anonyme 1997 : Journal Officiel de la République de Guinée (20 avril 1997)

Anonyme ; 2007 : Fisheries Act, 2007 Of Gambia; 53 pages

Anonyme 2009. Second Annual Report for the period May 2008 to May 2009 Sierra Leone Institutional Support to Fisheries Management 9th EDF ACP SL 019/1 June 2009

Bouju, S. et Chavance, P. (1999) : Embarcations et engins de la pêche artisanale in F. DOMAIN, P. CHAVANCE et A. DIALLO (Eds) : La pêche côtière en Guinée : ressources et exploitation. CNSHB/ IRD, pp. 233 - 256

Catanzano J. (2005) - Conditions d'accès aux ressources halieutiques de la zone de la CSRP. Bilan et proposition pour un programme de travail, Dakar, Mai 2005

CSRP (1993) - convention relative à la détermination des conditions d'accès et d'exploitation des ressources Halieutiques au large des côtes des états membres de la CSRP Praia, juin, 1993.

CSRP (2007) Analyse conjointe de la cohérence des politiques en matière de développement dans le secteur des pêches dans les pays de la CSRP (Afrique de l'ouest) Août 2007

IMROP, 2009. Etude comparative de la réglementation de pêches Maroc – Mauritanie –Sénégal. Rapport interne IMROP-DARO. 29 pages

Labrosse P. 2007. Revue des mesures techniques de gestion des pêches maritimes dans quatre pays de la région ouest africaine (Maroc, Mauritanie, Sénégal, Guinée) Pierre Labrosse Deliverable D3.5. Review of management measures in force. Projet ISTAM 11 pages (+ Annexes)

Marchal, E. 1991. Location of the main West African pelagic stocks. In Pêcheries Ouest-africaines Variabilité, Instabilité et Changement (Cury, P. & Roy, C., eds), pp. 187–191. Paris: Editions de l'ORSTOM.

Mayif M. et Ould Taleb Ould Sidi (2011a) Etude diagnostic du sous-secteur des petits pélagiques en Mauritanie : Cadre juridique, contexte environnemental et halieutique Projet Appui Conseil au secteur des Pêches (ACPECHES) – GIZ Juin, 2011 Consultation au profit du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime 55 pages

Ould Taleb Ould Sidi M. et M. Mayif (2011b) Compte rendu du 1^{er} Atelier scientifique et technique sur la farine et huile de poisson en Mauritanie : Sous le thème farine et huile de poisson en Mauritanie : Quels enjeux pour quels résultats. Nouadhibou, 02 au 04 décembre 2010. Document technique. 39 pages

Ould Toueilib, C. 2008 Etude des aspects juridiques et institutionnels pour une gestion concertée des stocks partagés de petits pélagiques en Afrique du Nord Ouest. CSRP Projet de pêche durable des petits pélagiques en Afrique Nord Ouest. Programme BBI : 13286. 83 pages ;

Sanyo Techno Marine Inc et Overseas Agro fisheries consultants co LTD, 2002. Etude pour le plan d'aménagement des ressources halieutiques en République Islamique de Mauritanie. Données de références entre les deux pays pour la rédaction de l'ébauche du rapport final, 645 p.

Seck A., Aperçu sur les droits traditionnels de la pêche dans la législation sénégalaise www.oceandocs.org/bitstream/1834/2446/1/diiso3p6-7.pdf